

Bahr, Egon. *Zum europäischen Frieden. Eine Antwort auf Gorbatschow. (À propos de la paix européenne. Une réponse à Gorbatchev.)* Berlin, Siedler, 1988, 101 p.

Paul Létourneau

Volume 20, numéro 4, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702606ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702606ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Létourneau, P. (1989). Compte rendu de [Bahr, Egon. *Zum europäischen Frieden. Eine Antwort auf Gorbatschow. (À propos de la paix européenne. Une réponse à Gorbatchev.)* Berlin, Siedler, 1988, 101 p.] *Études internationales*, 20(4), 935–937. <https://doi.org/10.7202/702606ar>

traite de la société chinoise (les chapitres 34 à 36). Le problème démographique est ici abordé de façon pertinente. Enfin la huitième section (les chapitres 37 à 39) est réservée à la littérature et à l'éducation.

Sans doute, la lecture des huit cents (800) pages une fois terminée, une impression se dégage-t-elle. Celle de retrouver, au niveau de chaque analyse, le poids d'une tradition que nous espérions dépassée: des études solides mais trop souvent faites en référence aux seuls critères occidentaux, ou plus encore, américains. D'où la raison peut-être d'un pessimisme qui perce souvent dans les conclusions. Sans doute le « Sakharov chinois » Fang Lizhi serait-il d'accord avec beaucoup de ces conclusions. Par contre, ces mêmes analyses apportent (apporteront) beaucoup de satisfaction. Elles rassureront le chercheur autant que le lecteur averti ou simplement curieux par la masse de données sur lesquelles elles reposent, la haute tenue réflexive où elles se logent en dépit de quelques recoupages inévitables dans ce genre d'ouvrage.

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire  
Université Laval, Québec

## EUROPE DE L'OUEST

BAHR, Egon. *Zum europäischen Frieden. Eine Antwort auf Gorbatschow.* (À propos de la paix européenne. Une réponse à Gorbatchev.) Berlin, Siedler, 1988, 101p.

La « nouvelle approche » de Mikhaïl Gorbatchev en matière de politique de sécurité semble répondre assez fidèlement aux attentes des sociaux-démocrates ouest-allemands (SPD). En effet, de l'avis de l'un de leurs spécialistes les plus éminents en matière de sécurité, Egon Bahr, le secré-

taire général du PCUS, et président de l'URSS, n'est pas seulement un authentique réformateur qui mérite notre admiration et notre support, mais aussi un partisan de la réduction des armements. Selon l'auteur, le nouveau leader soviétique a compris qu'il n'y a pas de sécurité sans la collaboration avec l'adversaire politique. Ce concept de « sécurité commune » (*gemeinsame Sicherheit*), que le SPD avait adopté, avec des concepts similaires, dès la fin des années 40, a donc été enfin embrassé par l'URSS, et l'Occident doit absolument profiter de l'occasion qui se présente.

La sécurité est au centre des préoccupations de Bahr et, à ses yeux, celle-ci doit être maintenue et consolidée par des mesures qui favorisent la détente plutôt que par des mesures de défense. Sans oublier entièrement la nécessité d'une collaboration militaire entre les pays de l'Alliance atlantique, comme on en accuse parfois les sociaux-démocrates, Bahr aimerait voir l'Europe se prendre en main pour mener une politique de réconciliation, de désarmement nucléaire et chimique, de création au niveau conventionnel d'une « capacité structurellement non-agressive » (*strukturelle Nichtangriffsfähigkeit*) entre les deux blocs. Et tout ceci est devenu maintenant possible puisqu'une nouvelle ère dans les relations Est-Ouest s'ouvre devant nous. Tant d'optimisme soulève à notre sens au moins trois questions importantes.

La première est que la thèse de Bahr repose entièrement sur le postulat que ce qui est raisonnable est aussi réaliste. Cette critique, qui a d'abord été énoncée par Helga Hirsch dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 25 mars 1988, est effectivement décisive. S'il est raisonnable de penser qu'il puisse exister « un intérêt commun à la survie » et que ceci « nécessite une fraternité armée contre la guerre elle-même », accompagnée de la dissolution des blocs; que l'on substitue à la confrontation idéolo-

gique une atmosphère favorisant les débats et les échanges sans risque d'anéantissement, il n'en demeure pas moins que cette façon de voir, aussi attrayante soit-elle, nous semble fort peu tenir compte de la réalité. Ce n'est pas parce que la guerre est dangereuse et même suicidaire que les hommes, dans le passé, se sont abstenus d'y recourir. Ce ne sont pas non plus les armes elles-mêmes ou les alliances ou encore les oppositions idéologiques qui sont les seules causes de guerre. Il y a beaucoup d'autres facteurs pour expliquer ce phénomène complexe dont les différences de perception d'intérêt, les rivalités politiques, économiques, religieuses, etc... En somme, pour parvenir à « éliminer le recours à la force à titre d'*ultima ratio* de la politique » (p. 91), et à mettre Clausewitz définitivement au rancart, il faut beaucoup plus que de l'« espoir » et un nouveau leader politique en URSS, aussi pacifiques et louables que soient ses intentions par ailleurs.

Deuxièmement, Gorbatchev nous est présenté comme un réformateur inespéré qu'il faut soutenir sans s'interroger sur tous ses objectifs. Dans son tableau enthousiaste du grand modernisateur, Bahr ne s'intéresse pas à la crise du système soviétique qui est à l'origine de ces initiatives en politique extérieure. De même, s'il salue l'entreprise de démocratisation politique et économique, il laisse de côté la centralisation accrue du pouvoir par l'équipe dirigeante ainsi que le maintien de la dictature du parti, ce qui limite singulièrement la portée de toute « démocratisation » dans ces conditions. Enfin, et surtout, trait caractéristique du SPD dans sa politique d'ouverture à l'Est depuis quelques années, ses préoccupations concernent uniquement les relations au niveau étatique et il n'y a pas de place pour les mouvements démocratiques qui viennent de la base. Dans le processus de pacification européenne, tout ce qui échappe au contrôle de Moscou demeure un facteur déstabilisant qu'il faut

rejeter parce que dangereux pour l'évolution souhaitée des choses. En URSS, comme dans les pays d'Europe de l'Est, seules les mesures de libéralisation venues d'en haut sont acceptables. À notre avis, il y a là suffisamment de points d'interrogation pour réfléchir sur les limites de la nouvelle « approche » de Gorbatchev, ce qui ne veut pas dire que l'on doive rejeter *a priori* l'entreprise novatrice de Moscou et les chances sans doute importantes qu'elle représente.

Notre troisième remarque concerne le problème allemand. Il est à la mode en France de parler des « incertitudes allemandes » et de soupçonner la gauche allemande, les Verts et une bonne partie de la SPD, d'être tentés par le « national-neutralisme ». On chercherait en vain une telle ambition dans le livre de Bahr, pourtant l'un des maîtres à penser de la SPD en matière d'Ostpolitik. Son objectif principal est de « bannir la guerre » (p. 84) et non d'indisposer tous les voisins européens, en commençant par Moscou. « Il n'est pas envisageable le moment où les deux États pourront quitter leur alliance respective pour former une entité neutre. Ce ne serait même pas souhaitable, car une Allemagne neutre serait moins sécuritaire que ne le sont ses deux parties aujourd'hui » (p. 96). Néanmoins, l'auteur souligne qu'une plus grande stabilité en Europe devra s'accompagner d'une plus grande coopération et d'un rapprochement entre tous les participants. « Ceci voudrait aussi dire que s'ils le désirent, les deux États allemands auraient le droit d'effacer les frontières qui les séparent » (p. 92). Il faudra en effet éliminer la discrimination qui frappe actuellement les Allemands en leur restituant le droit à l'autodétermination. On ne peut « mettre de côté le centre de l'Europe » si l'on veut y instaurer une paix durable. Cependant, comme pour rassurer les critiques français et polonais, ceci n'aboutira pas à l'unité, mais bien à la signature

de « deux traités de paix » avec deux États allemands continuant à jouer un rôle important aux niveaux économiques et politiques dans leur sphère respective.

Le livre de Bahr est assez représentatif d'une façon de voir de plus en plus répandue en RFA. Bien au contraire d'une certaine littérature américaine plutôt agressive et parfois tentée par le culte de l'offensive, comme dans la Marine américaine, le ton est à la modération en Allemagne. On s'y intéresse tout particulièrement aux écrits des militaires et experts soviétiques en matière de sécurité qui, utilisant parfois des concepts sociaux-démocrates, rejettent la doctrine offensive qui caractérisait jusque-là la pensée militaire soviétique. Pour mieux fonder leur « nouvelle approche », ils font même appel au stratège préféré de Lénine, le prussien Carl von Clausewitz: la défense donne de grands avantages dans la conduite de la guerre. Les sondages récents montrent également qu'une majorité de la population allemande est persuadée que le pacte de Varsovie est une alliance défensive et qu'une écrasante majorité fait confiance aux bonnes intentions de Gorbatchev. Comme le soulignait Egon Bahr dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Der Spiegel* (25 janvier 1988), un nouveau consensus se dessine en Allemagne fédérale: « Il n'y a plus de différence sur l'orientation à prendre entre les grands partis car nous sommes tous d'avis que maintenant il ne doit plus y avoir de répit et que le désarmement doit continuer en Europe, tant au niveau conventionnel que nucléaire. Nous pouvons être d'avis différent sur les étapes à emprunter et le comment, et nous débattons beaucoup là-dessus, mais nous sommes d'accord sur l'orientation. C'est la grosse différence avec les années passées ». Dans cette perspective allemande, compte tenu de l'importance grandissante de ce pays, *À propos de la paix européenne* est à prendre aussi au sérieux que

la « nouvelle approche » de Gorbatchev pour mesurer l'évolution des relations Est-Ouest.

Paul LÉTOURNEAU

*Département d'études stratégiques  
Collège militaire royal de Saint-Jean,  
Saint-Jean, Québec*

FRITSCH-BOURNAZEL, Renata. *L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, Paris, Éditions Complexes, coll. Questions au XX<sup>e</sup>S, 1987, 256p.

L'ouvrage que nous propose Mme Renata Fritsch-Bournazel est découpé en six chapitres. Dans le premier de ceux-ci, l'auteure situe le problème allemand de l'après-guerre à la fois dans sa perspective historique et dans sa spécificité contemporaine. Dans le second chapitre, elle dresse un bilan de la position de l'Europe et de l'Allemagne dans le cadre des relations américano-soviétiques. Tout au long du troisième chapitre, elle analyse les positions et les marges de manoeuvre respectives des deux États allemands dans l'espace diplomatique étroit qui leur a été dévolu à la suite de la défaite de 1945. Dans le quatrième chapitre, elle dresse un bilan des divers mouvements intellectuels et politiques récents qui, à la lumière de la crise des euromissiles, ont revivifié et repris à leur compte la traditionnelle tentation allemande de vouloir occuper le centre de l'Europe à la fois géographiquement (la *Mittleuropa*) et politiquement (en voulant s'établir comme pont entre les deux systèmes antagonistes). Pendant le cinquième chapitre, c'est la lente évolution du concept d'État-nation qui s'est effectuée depuis près d'un demi-siècle en Allemagne qui est mise en évidence et illustrée de quelques résultats de sondages d'opinion menés auprès de la population ouest-allemande. Enfin, dans le sixième et dernier chapitre,